



Ce document a été mis en ligne par l'organisme [FormaV®](#)

Toute reproduction, représentation ou diffusion, même partielle, sans autorisation préalable, est strictement interdite.

Pour en savoir plus sur nos formations disponibles, veuillez visiter :

www.formav.co/explorer

Corrigé du sujet d'examen - Bac STMG - Droit et économie - Session 2025

Correction de l'épreuve de Droit et Économie - Baccalauréat Technologique - Session 2025

| Informations générales

Diplôme : Baccalauréat Technologique

Matière : Droit et Économie

Session : 2025

Durée de l'épreuve : 4 heures

Coefficient : 16

| Partie Juridique

Cette partie analyse la situation juridique d'Iris GRONDIN et les implications de son licenciement.

Question 1

Énoncé : Qualifiez juridiquement les parties et les faits.

Démarche :

- **Parties :**
 - Iris GRONDIN, salariée, architecte en CDI.
 - SARL ArchiDij974, employeur, dirigée par Axel DIJOUX.
- **Faits :**
 - Licenciement pour partage présumé d'informations confidentielles.
 - Discussion via messages privés sur des projets de l'entreprise.
 - Convoquée à un entretien préalable avant la réception de la lettre de licenciement.

Réponse : Les parties concernées sont un employeur (SARL ArchiDij974) qui peut licencier pour motif réel et sérieux et une salariée (Iris GRONDIN) qui conteste ce licenciement. Les faits impliquent un conflit autour d'échanges d'informations professionnelles privés, ce qui soulève des questions de confidentialité et de licenciement.

Question 2

Énoncé : Développez l'argumentation juridique sur laquelle Iris GRONDIN peut s'appuyer pour démontrer l'absence de cause réelle et sérieuse de son licenciement.

Démarche :

- Référence aux articles du Code du travail (L1232-1, L1222-1).
 - Licenciement doit être justifié par une cause réelle et sérieuse.
 - Doit prouver l'absence de faute dans ses échanges, contestation de leur pertinence.
- Protection de la vie privée (Article 9 du Code civil) :
 - Echanges privés protégés, en dehors de l'exercice direct de ses fonctions.
 - Les destinataires ne sont pas en concurrence directe.
- Précédents juridiques (Cour de cassation) :

- Publications privées sur les réseaux sociaux peuvent ne pas constituer une faute si non nuisible aux intérêts de l'employeur.

Réponse : Iris GRONDIN pourra arguer que le partage d'informations était dans un cadre privé et ne constituait pas une atteinte à la confidentialité ni une faute grave justifiant son licenciement.

Question 3

Énoncé : Développez l'argumentation juridique que la SARL ArchiDij974 peut opposer à Iris GRONDIN.

Démarche :

- Clause de confidentialité (Article 7 du contrat) :
 - Inobservation de son obligation de discrétion.
 - Concentration sur les possibles impacts sur l'entreprise, même lors d'échanges privés.
- Cas établis par la jurisprudence :
 - Possibilité de licenciement disciplinaires pour atteinte à la réputation et à la confidentialité de l'entreprise.

Réponse : La SARL ArchiDij974 peut faire valoir que le partage d'informations, même en privé, constitue une violation de la clause de confidentialité, justifiant ainsi le licenciement.

Question 4

Énoncé : Rappelez les différents pouvoirs de l'employeur et discutez leurs limites.

Démarche :

- **Pouvoirs de l'employeur :**
 - Direction des activités (Article L1232-1).
 - Pouvoir disciplinaire (licenciement pour motif réel et sérieux).
 - Pouvoir de surveillance, y compris sur les communications professionnelles.
- **Limites des pouvoirs :**
 - Droit au respect de la vie privée (Article 9 du Code civil).
 - Proportionnalité des mesures prises par rapport aux fautes alléguées.
 - Obligation de bonne foi dans l'exécution du contrat de travail (Article L1222-1).

Réponse : Les pouvoirs de l'employeur sont limités par le droit au respect de la vie privée et l'obligation de respecter la bonne foi dans la relation de travail, exigeant que les sanctions soient proportionnées et justifiées.

| Partie Économique

Cette partie examine l'évolution économique des échanges de biens et de la situation actuelle du PIB.

Question 1

Énoncé : Commentez l'évolution des échanges de biens entre 2015 et 2023.

Démarche :

- Identifier les tendances à partir des données fournies dans les annexes.
- Tenir compte des facteurs influençant la croissance ou la diminution des échanges (protectionnisme, accords de libre-échange, crise économique).

Réponse : Les échanges de biens montrent une tendance à la hausse jusqu'en 2019, suivie d'une contraction en 2020 due à la pandémie. La reprise à partir de 2021 est toujours entravée par des mesures protectionnistes et des tensions commerciales.

Question 2

Énoncé : Comparez les contributions de la consommation et du commerce extérieur dans la formation du PIB de la France.

Démarche :

- Examiner les chiffres des annexes concernant la consommation, l'investissement et le solde du commerce extérieur.
- Évaluer leur influence respective sur le PIB selon les années.

Réponse : La consommation contribue de manière plus significative au PIB comparativement au commerce extérieur. C'est l'élément moteur dans la croissance économique avec des variations plus importantes sur la période analysée.

Question 3

Énoncé : Expliquez les conséquences de la hausse des droits de douane sur l'activité des entreprises.

Démarche :

- Distinguer les impacts à court et long terme sur l'approvisionnement et le coût des produits.
- Discuter des effets potentiels sur la productivité et l'emploi.

Réponse : La hausse des droits de douane entraîne généralement une augmentation des coûts pour les entreprises, pouvant réduire la rentabilité. Sur le long terme, cela pourrait forcer des adaptations stratégiques, comme la relocalisation de la production.

Question 4

Énoncé : Rédigez une argumentation pour répondre à la question suivante : Le libre-échange favorise-t-il la croissance économique ?

Démarche :

- Présenter des arguments pour et contre le libre-échange en utilisant des données des annexes.
- Conclure sur l'impact global du libre-échange sur l'économie.

Réponse : Le libre-échange stimule la croissance en ouvrant de nouveaux marchés et en améliorant l'efficacité des entreprises. Cependant, il peut également générer des inégalités et des défis pour certaines industries locales. Une approche équilibrée est donc nécessaire.

Conseils méthodologiques

- Gérer votre temps efficacement : planifiez une heure par question pour permettre une rédaction complète.
- Structurez vos réponses avec des titres et des sous-titres pour une meilleure lisibilité.
- Utilisez des exemples concrets pour illustrer vos arguments, en lien direct avec les annexes.
- Pensez à relire vos réponses pour corriger d'éventuelles fautes de frappe ou de syntaxe.
- Ne perdez pas de vue les points de vue opposés lors de votre argumentation, cela montrera une compréhension complète des enjeux discutés.

© FormaV EI. Tous droits réservés.

Propriété exclusive de FormaV. Toute reproduction ou diffusion interdite sans autorisation.

Copyright © 2026 FormaV. Tous droits réservés.

Ce document a été élaboré par FormaV® avec le plus grand soin afin d'accompagner chaque apprenant vers la réussite de ses examens. Son contenu (textes, graphiques, méthodologies, tableaux, exercices, concepts, mises en forme) constitue une œuvre protégée par le droit d'auteur.

Toute copie, partage, reproduction, diffusion ou mise à disposition, même partielle, gratuite ou payante, est strictement interdite sans accord préalable et écrit de FormaV®, conformément aux articles L.111-1 et suivants du Code de la propriété intellectuelle. Dans une logique anti-plagiat, FormaV® se réserve le droit de vérifier toute utilisation illicite, y compris sur les plateformes en ligne ou sites tiers.

En utilisant ce document, vous vous engagez à respecter ces règles et à préserver l'intégrité du travail fourni. La consultation de ce document est strictement personnelle.

Merci de respecter le travail accompli afin de permettre la création continue de ressources pédagogiques fiables et accessibles.